

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 20 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLAS MIDI MEDITERRANEE SAS

Immeuble échangeur
2 Rue Gaspard Coriolis
44307 Nantes

Références : UID11/66-C3-501
Code AIOT : 0003700169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 novembre 2023 dans l'établissement COLAS MIDI MEDITERRANEE SAS implanté Lieu dit Les Condamines 11800 Trèbes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS MIDI MEDITERRANEE SAS
- Lieu dit Les Condamines 11800 Trèbes
- Code AIOT : 0003700169
- Régime : Autorisation

La société COLAS MIDI MEDITERRANEE exploite une carrière alluvionnaire, au lieu-dit « Les Conda-

mines » sur le territoire de la commune de TREBES. L'emprise des terrains concernés par l'autorisation, représente une superficie totale de 9 ha 04 a dont 7 ha 70 a environ pour l'exploitation de matériaux.

Le gisement exploité est composé de sable, graviers et galets des alluvions anciennes des basses terrasses.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.9.1	Sans objet
2	Repère de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.9.2	Sans objet
3	Protection des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.9	Sans objet
4	Surveillance dans l'environnement des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection il n'a pas été constaté d'écarts ou de non-conformités aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.9.1
Thème(s) : Autre, Sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies

<p>d'accès au chantier des panneaux temporaires indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>L'aménagement de l'accès au site devra être réalisé dans les conditions fixées par le Conseil Départemental en charge de l'aménagement des routes.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, l'accès au site d'exploitation sera interdit, l'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit au moyen d'une clôture ou merlon d'une hauteur suffisante. Afin de limiter le dépôt sauvage de déchets sur le site, celui-ci sera entouré de merlons et/ou de clôtures.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité sur le périmètre de l'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>L'aménagement de l'accès est réalisé, la piste d'accès au site est revêtue d'un enrobé bitumineux sur environ 80 mètres depuis la route départementale.</p> <p>Le site est sécurisé sur la totalité du périmètre au moyen d'une clôture d'environ 2 mètres de hauteur, doublée d'un merlon sur la partie longeant la route départementale.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité sur le périmètre de l'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : repère de nivellement et de bornage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15 décembre 2016, article 1.9.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Périmètre autorisé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :</p> <p>Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, ces bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres et repérés suivant le plan de bornage précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bornage a été réalisé par une géomètre, l'exploitant présente le plan de situation sur lequel les bornes sont représentées.</p> <p>Sur site, les bornes sont doublées d'un poteau permettant de les repérer aisément.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Protection des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15 décembre 2016, article 3.9</p>

Thème(s) : Autre, piézomètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation ne devra pas s'effectuer à une côte inférieure à 86 mètres NGF.</p> <p>Une analyse annuelle de la qualité des eaux souterraines sera réalisée en amont et en aval de la carrière, ainsi qu'un état du niveau de la nappe.</p> <p>Cette analyse portera sur les paramètres suivants (pH, Conductivité, DCO, MES, Indice Hydrocarbures).</p> <p>Cette analyse sera réalisée lors du démarrage, elle permettra d'établir un point zéro sur les paramètres sus visés de l'exploitation en tant que de besoin lors de tout incident de fonctionnement de l'établissement susceptible d'avoir un impact sur la nappe phréatique. Les résultats des valeurs seront transmis à l'inspection des installations classées et commentées.</p> <p>Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place si nécessité pendant la période d'exploitation à la périphérie de cette zone.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau est constitué de merlon périphérique à la zone en exploitation, afin de dériver les eaux de ruissellement.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fait procéder par une prestataire (la société Hydrogéotechnique) à l'implantation de 4 piézomètres afin d'établir un point zéro, puis de contrôler régulièrement la qualité et le niveau des eaux souterraines.</p> <p>Les prélèvements ont été effectués le 16 novembre 2023 au niveau des 4 piézomètres du site par la société AGEOX, l'exploitant fera parvenir à l'inspection des installations classées, les résultats des analyses.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance dans l'environnement des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.3
Thème(s) : Autre, Réseau de mesures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'évaluer au mieux l'impact de son activité sur l'air ambiant, l'exploitant doit mettre en œuvre un réseau de mesures des retombées de poussières sédimentaires. L'implantation et l'exploitation de ce réseau de mesures pourront être confiées à un organisme agréé à cet effet par le Ministère de l'Environnement. Une convention doit alors être établie entre l'organisme et l'exploitant.</p> <p>En tout état de cause, ce réseau doit être exploité conformément aux procédures qualité en vigueur au sein du dispositif français de surveillance de la pollution atmosphérique. Les données ainsi produites devront être communiquées à la banque nationale des données sur la qualité de l'air selon les formats préconisés par l'ADEME.</p> <p>Le réseau de mesures des retombées de poussières sédimentaires sera constitué par un minimum de 4 capteurs mis en place en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'emplacement de ces capteurs et la fréquence de leurs relevés devront permettre de définir précisément l'impact sur l'environnement proche.</p>

La première mesure aura lieu 6 mois après la notification du présent arrêté.

L'implantation pourra être modifiée en tant que de besoin en accord ou à l'initiative de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a sollicité un organisme agréé (PRONOTEC) pour la mise en place du réseau de mesures des retombées de poussières sédimentaires.

Le réseau de mesures des retombées de poussières sédimentaires est constitué de 5 capteurs mis en place.

La première mesure a été réalisée en septembre 2023, l'exploitant doit faire parvenir les résultats à l'inspection des installations classées dès que l'organisme les lui aura communiqué.

Type de suites proposées : Sans suite